



**Arrêté temporaire n° 2023-441
Portant réglementation de la circulation**

RUE DE LA FOULERIE

Monsieur Le Maire,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,

VU le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-21-1,

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription,

VU les pouvoirs de Police qui nous sont conférés,

VU la demande en date du 22/09/2023 émise par la SOCIETE LAONNOISE DE TRAVAUX PUBLICS demeurant 4 Rue Jean MONNET 49120 CHEMILLE EN ANJOU représentée par Madame KIMBERLEY BREDELOUX aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation de la circulation,

CONSIDÉRANT que des travaux de pose de pavés rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 12/10/2023 au 18/10/2023 du 7 au 11 RUE DE LA FOULERIE,

ARRÊTE

Article 1

À compter du 12/10/2023 et jusqu'au 18/10/2023, la circulation des véhicules est interdite la journée RUE DE LA FOULERIE.

La circulation sera ouverte aux véhicules pendant le week-end du 14/10/2023 au 15/10/2023.

Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules de l'entreprise exécutant les travaux, véhicules de police et véhicules de secours.

Article 2

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, SOCIETE LAONNOISE DE TRAVAUX PUBLICS.

Article 3

De l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Honfleur, le 09 Octobre 2023

Pour le Maire,

Adjoint à la Circulation et au Stationnement



DIFFUSION:

- SOCIETE LAONNOISE DE TRAVAUX PUBLICS
- Adjoint à la Circulation et au Stationnement

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr; dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.